LES ENJEUX DE LA RIVALITÉ DES GRANDES PUISSANCES EN AFRIQUE.

An article by : Penda Dieng[1]

Abstract

Africa has always been coveted by many, ever since colonization, due to its geographical position, the wealth of its subsoil, and the importance of its demographic power. The first waves of decolonization in the 1960s did not change the situation. Relations with industrialized powers took a different turn in terms of competition and influence, both from former colonizers such as France and the United Kingdom and from new players such as the United States, China, and Russia. Another emerging BRICS power must be added to this list: India This rivalry between major powers manifests itself in new strategies, particularly economic ones—through trade agreements that aim to be win-win; financial ones—through investments in infrastructure development; security ones—through military presence; and political and cultural ones through soft power. It is therefore a multifaceted rivalry that is reshaping the dynamics of power on the African continent and highlighting strategic, economic, and political issues. In this analysis of Africa at the heart of contemporary rivalries, we will first focus on Africa's crucial role in global geopolitics, where trade routes, military interests, and regional influences intersect. The second part will show how rivalries translate into competition for control of natural resources and the conquest of new markets in the face of concerns about the continent's sovereignty, in order to identify opportunities for African countries that intend to make the most of the competition between by major powers.

L'Afrique a toujours été sujette à de nombreuses convoitises, et ceci depuis la colonisation, en raison de sa position géographique, la richesse de son sous-sol et l'importance de sa puissance démographie. Les premières vagues de décolonisation des années 1960 n'ont pas changé la donne. Les relations avec les puissances industrialisées ont pris une autre tournure en termes de compétition que d'influence aussi bien de la part des anciens colonisateurs comme la France et le Royaume Uni que des nouveaux acteurs tels que les Etats-Unis, la Chine ou la Russie. Il faut y ajouter une autre puissance émergente des BRICS : l'Inde. Ce jeu de rivalité entre grandes puissances se manifeste par de nouvelles

1 Penda DIENG est politiste et auteure de plusieurs articles sur les questions internationales. Elle est diplômée d'un master II en Sciences politiques à l'Université Montesquieu de Bordeaux en France. Entre 2015 et 2025, elle a été consultante et chargée de projets dans des organisations internationales. Elle est actuellement auditrice au Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) pour un master en Sécurité nationale au Sénégal.

Tel :+221 77 754 38 38 /Mail : pendamamadoudieng@gmail.com.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

stratégies, notamment économiques – par des échanges commerciaux qui se veulent gagnant-gagnant; financières – par des investissements dans le développement infrastructurel; sécuritaires – par la présence militaire; politiques et culturelle à travers le soft power. C'est donc une rivalité multiforme qui redessine les dynamiques de pouvoir sur le continent africain et met en lumière des enjeux stratégiques, économiques et politiques.

Dans cette analyse d'une Afrique au cœur des rivalités contemporaines, il sera question, dans un premier temps, de mettre l'accent sur le rôle crucial de l'Afrique dans la géopolitique mondiale, où se croisent routes commerciales, intérêts militaires et influences régionales. Dans une deuxième partie, il sera question de montrer comment les rivalités se traduisent par une compétition pour le contrôle des ressources naturelles et la conquête de nouveaux marchés face à un souci de souveraineté du continent afin de dégager les perspectives pour les pays africains qui entendent tirer leur épingle du jeu des grandes puissances.

Afrique : quelle place dans la géopolitique mondiale?

A la jonction de trois continents à savoir l'Europe, l'Amérique et l'Asie et bordée par la Méditerranée et les océans Indien et Atlantique en plus des routes maritimes qui la traversent (le détroit de Gibraltar, le détroit Bab-el-Mandeb et le canal de Suez) l'Afrique occupe une position géographique stratégique unique, la plaçant dans un rôle central dans les échanges commerciaux, maritimes et culturels mondiaux. Les routes maritimes comme celles traversant le Golfe de Guinée, le canal de Mozambique et le détroit de Bab-el Mandeb sont essentielles pour le commerce mondial reliant l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Ces voies permettent le transport de ressources clés, notamment le pétrole, les minerais et les produits manufacturés, assurant ainsi la stabilité économique mondiale.

A cela s'ajoutent un sous sol riche en ressources naturelles, notamment le gaz, le pétrole, le phosphate, un climat propice et des terres arables favorables aux investissements agricoles. Un autre point non moins important est sa position stratégique au cœur de l'Équateur ce qui en fait un acteur majeur pour les énergies vertes. L'installation de bases militaires des grandes puissances un peu partout sur le continent est à considérer dans une logique de protéger leurs intérêts stratégiques en plus de renforcer leur influence géopolitique. Elles permettent de sécuriser les routes maritimes face aux menaces, comme la piraterie et les conflits régionaux, tout en offrant des points d'appui pour des interventions militaires rapides.

Ainsi, des puissances comme la France ont toujours gardé une influence militaire en Afrique. Selon le ministère français des Armées, de 1969 en 2016, la France est intervenue militairement dans plusieurs pays d'Afrique, au Tchad, au Gabon, en Mauritanie, au Zaïre, en Centrafrique, au Togo, au Cameroun, au Rwanda, en Libye et au Mali.

« **Si vous n'intervenez pas, Bamako sera prise et toute l'Afrique de l'Ouest sera déstabilisée** ». Ce sont les propos de l'ancien président malien Dioncounda Traoré, faisant appel à la France pour une intervention militaire. La France avait ainsi déployé plus de

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

4500 soldats sur le sol malien. Il s'agissait de la plus grande opération extérieure française depuis la guerre d'Algérie. Avec le succès de l'opération Serval, le président François Hollande était ainsi accueilli en héros, après que les forces armées françaises et maliennes aient repoussé les jihadistes. « C'est le plus beau jour de ma vie » dit-il dans ses mémoires, « les Leçons du pouvoir »[2]. C'est cette même opération militaire qui a été élargie aux autres pays du Sahel, notamment au Niger, au Burkina Faso et au Tchad. Cette présence militaire est fortement décriée aujourd'hui dans certains pays; la France est même sommée de quitter et de rétrocéder ses bases militaires aux pays d'accueil. Ce fut le cas récemment en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Cette présence militaire a été grandement justifiée par la lutte contre le terrorisme dans le continent qui a été confronté à des épisodes terroristes acharnés et qui continu de subir la menace terroriste. Parmi les puissances présentent sur le continent, l'on peut citer aussi les USA à travers l'Africom pour coordonner leurs opérations militaires sur le continent. Leur objectif est de renforcer les capacités des forces locales à travers des programmes de formation et des fournitures d'équipements.

Concernant la Russie, elle étend ses tentacules en Afrique au moment où la France est sommée de partir. Ayant senti le délitement des relations entre certains pays africains et la France, Moscou a très vite endossé le rôle d'allié avec l'approbation de pays hôtes. Avec le Fiasco de la guerre en Irak, les USA se sont détournés militairement du reste du monde, ce qui a facilité l'implantation militaire et diplomatique de la Russie en Afrique.

C'est donc dans la foulée de l'annexion de la Crimée, et de l'intervention russe en Syrie que Moscou envoie ses troupes au Soudan puis en Centrafrique ou la Russie contrôle, en échange de la lutte contre les groupes armés, la seule mine d'or du pays selon une étude de Deutsche Welle datée de décembre 2023[3]. Les troupes russes, à travers la milice Wagner, investissent ainsi le Sahel quand celui-ci est secoué par une série de coups d'Etats. Diplomatiquement, certains pays africains s'alignent sur la Russie notamment au Conseil de Sécurité des Nations Unies. En mars 2022 certains pays africains, dont le Sénégal, se sont abstenus lors du vote de la résolution condamnant l'invasion russe en Ukraine. Les pays occidentaux ont reproché aux dirigeants africains de s'être contentés de déclarations neutres et standard. Car sur les 35 abstentions lors du vote, 17 concernés des pays africains qui, dans un sens comme dans l'autre, ont des relations diplomatiques et sécuritaires ou économiques avec la Russie. C'est aussi ce qui explique le déplacement de certains dirigeants du continent en Russie. En effet le président sénégalais et de l'Union africaine d'alors Macky Sall, accompagné du président de la commission de l'Union africaine, le tchadien Moussa Faki s'étaient rendus à Sotchi pour négocier la levée du blocus sur le port d'Odessa, blocus qui empêchait l'importation des céréales dont sont tributaires les pays africains.

2 *François Hollande*, Les Leçons du Pouvoir, P33, 34.

3 Article de Deutsche Welle « l'Afrique reste un continent de rivalité militaire », de Jean Michel Bos, décembre 2023.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Quant à la Chine, elle a commencé à s'implanter militairement en Afrique avec la construction de sa base navale en Djibouti accueillant près de 2000 soldats. Avec un investissement de « plus d'un milliard de dollars »[4] dans cette base navale, celle ci peut désormais accueillir les plus grands navires de guerre de la marine chinoise. Cependant, cette implication des grandes puissances est souvent critiquée. Certains y voient des stratégies motivées par des intérêts géopolitiques et économiques plutôt que par une réelle volonté de stabilité. Ces interventions, parfois perçues comme néocoloniales, peuvent exacerber les tensions locales. Et les contestations se sont accentuées avec les mercenaires russes Wagner, dénommé maintenant Africa Corps. Plusieurs thèses complotistes se sont développées aux cours de ces dernières années; le pillage des ressources, le soutien aux groupes terroristes, thèses grandement amplifiées par la machine de désinformation des usines à trolls russes. D'où l'adhésion de la population locale à ces thèses complotistes.

En plus de cette rivalité militaire, il y'a également une lutte d'influence qui caractérise le jeu de la géopolitique planétaire.

Et la Chine est dans cette entreprise afin asseoir son autorité et sa puissance dans le jeu de la géopolitique planétaire. Elle entreprend un nouvel impérialisme en Afrique en se gardant comme la Russie de donner des leçons de démocratie aux dirigeants africains.

La Chine développe la doctrine selon laquelle il y a plus d'affinités entre les régimes fermés (le sien) et la croissance qu'entre la démocratie et la croissance pour dénoncer l'hégémonie occidentale dans le monde. Se déclarant même « pays du tiers-monde », la Chine pousse les pays africains à suivre son modèle. Ainsi de nouvelles routes de la soie sont développées depuis 2013 et selon la Banque mondiale, l'objectif de cette stratégie est **« d'aider les pays prenant part à l'initiative à entreprendre les investissements et les réformes qui répondront au mieux à leurs besoins de développement »**.[5] Lors du dernier sommet sino-africain, qui s'est tenu du 4 au 6 septembre 2024 une aide de « **50 milliards de dollars** ont été promis par Pékin pour les trois ans à venir dont 29 milliards de prêts, 11 milliards d'aide et 10 milliards d'investissements »[6] pour les pays africains. Ces fonds serviront à financer la construction d'infrastructures notamment les routes, les ports et les voies ferrées, des projets agricoles et industriels rentrent aussi dans le cadre du financement chinois. Ces nouveaux échanges font de la Chine un partenaire commercial stratégique pour l'Afrique. Les échanges avec le continent s'estiment à « 167 milliards de dollars »[7] pour le premier semestre de l'année 2024.

Comme la Chine, la Russie, en quête de réaffirmation sur la scène mondiale, se concentre sur la coopération militaire et énergétique. Elle cherche des alliances straté-

4 Harboring Global Ambitions: China's Ports Footprint and implications for Future Overseas Naval Bases.

5 Rapport de la Commission de l'investissement, des entreprises et du développement sur sa onzième session Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 11 au 15 novembre 2019.

6 FOCAC 2024 : prudence économique et partenariat asymétrique entre la Chine et l'Afrique, IRIS, septembre 2024.

7 Projet Chine – Afrique : les chiffres du premier semestre 2024; aout 2024.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

giques, souvent avec des régimes contestés, et profite de forums comme le sommet Russie-Afrique pour asseoir sa puissance.

Coté occidental, la France demeure la puissance culturelle sur le continent, et cette influence peut se mesurer à travers la francophonie qui regroupe plus de 93 pays selon les chiffres de l'organisation. Chapeautée par l'organisation internationale de la francophonie, elle se donne comme objectif de promouvoir le rayonnement de la langue et de la culture française dans le monde ainsi que la promotion des droits de l'homme. L'organisation a été dirigée par l'ancien président sénégalais Abdou DIOUF de 2002 à 2014.

Ses relations tendues avec ses anciennes colonies la pousse à se tourner vers les pays anglophones. Une visite d'Etat de trois jours du président nigérian Bola Tinubu a été organisée à la fin du mois de novembre 2024 qui selon un communiqué de l'Élysée a pour objectif de « d'approfondir la relation, déjà très dynamique, entre la France et le Nigeria, dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la transition énergétique, de la Défense, de la culture, de l'éducation ou de l'innovation ».[8]

Ce rapprochement avec les pays anglophones justifie aussi la gestion du secrétariat de l'Organisation internationale de la Francophonie par la rwandaise Louise Mushikiwabo. Lors du dernier sommet, l'Angola a rejoint l'organisation en tant que membre observateur. Au début du mois de janvier 2025, le président angolais João Lourenço a été reçu en visite d'Etat en France. Selon le président français, cette visite pose les bases d'un partenariat solide entre l'Angola et la France sur de grands enjeux et le tout pour un montant de 430 millions d'euros. Toujours dans ce même rapprochement avec les pays africains anglophones, le prochain sommet France – Afrique est prévu au cours du premier trimestre 2026 à Nairobi au Kenya.

Paris demeure une référence en matière d'éducation, avec des bourses d'études, des lycées français et des programmes universitaires accueillant de nombreux étudiants africains. En outre, des médias comme RFI et TV5 Monde participent à la diffusion de la culture et des valeurs françaises sur le continent.

Dans la même veine, l'Allemagne qui n'était plus présente sur le continent africain depuis 1945 et qui avait perdu ses colonies selon les termes du traité de Versailles y revient sous une autre forme. Elle met en avant le soft power en ouvrant de fondations politiques dans ses anciennes colonies (Togo, Namibie, etc.) mais aussi dans d'autres pays. Au Sénégal, cinq des plus grandes fondations politiques allemandes (la fondation Friedrich Ebert, la fondation Friedrich Naumann, la fondation Rosa Luxembourg, la fondation Konrad Adenauer et la fondation Heinrich Böll) y déroulent des programmes sur la démocratie, la justice sociale, le libéralisme et l'environnement. Plusieurs générations de politiques y font leurs formations. A cela s'ajoute des financements de la coopération allemande à travers la GIZ et le KfW dans les secteurs des énergies renouvelables, la santé et l'emploi.

8 https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/11/28/visite-detat-de-bola-tinubu-president-de-la-republique-federale- Visite d'Etat du président nigérian en France en novembre 2024.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Les Etats-Unis, quant à eux, exercent leur soft power en Afrique à travers la pop culture (hip-hop), l'industrie cinématographique (Hollywood et des plateformes de streaming comme Netflix). Ce rayonnement est renforcé par des initiatives comme les bourses Fulbright et le programme Young African Leaders Initiative (YALI), qui forment de jeunes leaders africains. Également, la popularité des marques américaines (Nike, Coca-Cola) et des réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter) contribue à la diffusion du mode de vie et des valeurs américaines.

Une Afrique qui se veut souveraine face à une compétition pour le contrôle de ses ressources naturelles et de son marché

L'Afrique est au cœur des rivalités géopolitiques entre grandes puissances en raison de ses immenses ressources naturelles, notamment les hydrocarbures, les minéraux rares, l'eau et les terres arables. Ces ressources stratégiques attirent des acteurs cités précédemment, chacun cherchant à garantir son approvisionnement et à renforcer son influence.

L'exploitation de ces ressources constitue un enjeu majeur, aussi bien pour les États africains que pour les investisseurs étrangers. Le pétrole et le gaz naturel sont des piliers économiques pour plusieurs pays africains, notamment le Nigéria et l'Angola. Le Nigéria, premier producteur de pétrole du continent, possède d'immenses réserves dans le delta du Niger, exploitées par des multinationales comme Shell, ExxonMobil et TotalEnergies. Toutefois, cette richesse entraîne de nombreux défis : pollution environnementale, conflits liés au partage des revenus et dépendance excessive à cette ressource.

En ce qui concerne l'Angola, elle est le deuxième producteur de pétrole en Afrique, son économie dépend fortement des exportations d'hydrocarbures. Cependant, l'instabilité des prix du pétrole a des conséquences directes sur son économie, illustrant la vulnérabilité des pays dépendants de ces ressources.

Les minerais stratégiques sont essentiels pour l'industrie mondiale, notamment dans le secteur des technologies et de la transition énergétique. La République démocratique du Congo (RDC) détient plus de 70 % des réserves mondiales de cobalt donc la plus « grande réserve », un métal crucial pour les batteries des voitures électriques et des appareils électroniques et « la septième réserve de cuivre au monde ».[9] Ces ressources attirent des entreprises chinoises, européennes et américaines, créant une forte compétition. La Chine investit massivement dans la construction d'infrastructures dans les Etats africains en échange d'un accès à ces ressources. Cependant, l'exploitation du cobalt est souvent marquée par des conditions de travail précaires, le travail des enfants et des conflits locaux liés à son extraction. Selon cette même article, « l'expansion de mines industrielles de Cobalt et de Cuivre a entrainé l'expulsion forcée de populations entières et d'autres graves atteintes aux

9 Rapport Amnesty International sur l'Extraction Industrielle de cobalt et de Cuivre; 12 septembre 2023.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

droits humains notamment des agressions sexuelles, des incendies volontaires et des violences »[10]

L'agriculture est un autre secteur clé dans la course aux ressources. L'accaparement des terres fertiles par des entreprises multinationales ou des États étrangers (notamment la Chine et certains pays du Golfe) soulève des préoccupations quant à la souveraineté alimentaire des populations locales. En Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, des millions d'hectares sont loués ou vendus à des investisseurs étrangers, souvent au détriment des petits agriculteurs. Ce phénomène exacerbe les inégalités, menace la sécurité alimentaire et soulève des questions sur la gestion durable des ressources naturelles. La course aux ressources en Afrique, bien que prometteuse en termes de développement économique, pose donc d'importants défis en matière de gouvernance et de justice sociale.

Ces rivalités exacerbent les tensions locales, souvent au détriment des populations africaines. Les élites locales bénéficient parfois de ces partenariats, mais les déséquilibres économiques, les conflits liés aux ressources et les impacts environnementaux s'aggravent. Ainsi, la compétition pour les ressources africaines illustre un enjeu mondial où intérêts stratégiques et défis sociaux s'entrelacent.

De plus cette rivalité des grandes puissances pour le contrôle des ressources en Afrique s'accompagne d'investissements infrastructurels pour les pays africains. La Chine qui redéfinit l'équilibre autour d'elle à travers ses Nouvelles Routes de la Soie initiées en 2013 par le président Xi Jinping, s'est imposée comme acteur incontournable dans la construction d'infrastructures en Afrique. Des chemins de fer, des ports, des autoroutes et des zones économiques spéciales, comme le chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, illustrent son influence. En contrepartie, elle obtient souvent des accords avantageux sur les ressources naturelles, comme le pétrole ou les minéraux. Avec son ascension méthodique et structuré, la Chine ambitionne de devenir le « cerveau du monde » dépassant d'ici 2049 les Etats Unis même sur l'influence diplomatique[11] Les États-Unis, bien qu'historiquement présents, se concentrent davantage sur les investissements technologiques et sécuritaires, notamment via l'initiative "Prosper Africa". Ils rivalisent avec la Chine en mettant en avant la transparence et des partenariats publics-privés en misant sur des partenariats militaires et économiques pour contrer à l'influence chinoise. Sur la dernière décennie les USA ont investi 500 millions de dollars au Sénégal par exemple et dans des secteurs tels que l'énergie, la santé ou encore l'agroalimentaire selon Katherie Musgrove Ketchum, cheffe de la section économique de l'ambassade américaine au Sénégal. Cet investissement ne prend pas en compte les fonds de 550 millions de dollars que le programme le MCC a alloué au Sénégal durant les cinq dernières années.

10 Rapport Amnesty International; Alimenter le changement ou le statut quo? Expulsions forcées dans les mines industrielles de Cobalt et de Cuivre en RDC.

11 *Dominique de Villepin*, le pouvoir de dire non, Flammarion, 2025, P. 79–80.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Les pays européens, anciens colonisateurs, maintiennent des liens privilégiés, particulièrement via des financements d'infrastructures, mais avec une priorité sur des projets respectueux de l'environnement et des droits humains.

L'Inde investit massivement dans les énergies renouvelables et le secteur pharmaceutique. La Russie, quant à elle, renforce sa présence via des partenariats militaires et miniers.

L'autre point attrayant du continent c'est le potentiel de son marché de consommation. En 2025, le continent compte plus de 1,4 milliard d'habitants[12] dont une majorité âgée de moins de 25 ans. Cette démographie dynamique, conjuguée à une urbanisation rapide et à l'essor de la classe moyenne, offre un potentiel significatif pour la consommation de biens et de services notamment les télécommunications, l'agroalimentaire ou encore l'énergie. L'adoption par les populations africaines des technologies en ce qui concerne le commerce et le « mobile banking » illustre comment l'Afrique adopte des innovations pour répondre à ses besoins locaux.

Toutefois l'essor du marché africain connaît certaines contraintes liées notamment à la disparité du pouvoir d'achat, la faiblesse des infrastructures dans certaines régions, et l'instabilité politique dans certains pays.

Les pays africains, les grands gagnants de cette rivalité?

Le continent africain est le nouvel attribut de puissance. Pour montrer sa puissance et sa grandeur, il faut dorénavant créer son sommet avec toute l'Afrique. Et dans cette rivalité, certains pays y tirent leur épingle. L'on peut citer le cas de l'Afrique du Sud. Ce pays a réussi à créer une relation équilibrée avec les puissances occidentales. Le pays fait parti du G20. Elle était la seule voix africaine dans le groupe pendant longtemps avant que l'Union africaine n'y soit intégrée. Depuis le 1 décembre 2025, l'Afrique du Sud assure la présidence tournante du groupe et accueillera le prochain sommet du groupe prévu en novembre 2025. Le président Cyril Ramaphosa avait déclaré lors de la conférence de presse de la présidence sud africaine du G20 qu'il compte « inscrire plus fermement les priorités de développement du continent africain et plus largement des pays du Sud, à l'ordre du jour du G20 ». Les axes prioritaires pour l'Afrique du Sud pendant sa présidence est de renforcer sa résilience face aux défis climatiques, une forte mobilisation de financement est aussi prévue pour accompagner le passage à des énergies vertes ainsi que la bataille contre le niveau insoutenable de la dette qui asphyxie les pays africains selon le président sud africain.

Précédemment, l'Afrique du Sud avait aussi accueilli le sommet des BRICS en août 2023. C'était un sommet particulièrement attendu aussi bien par les BRICS que par leurs homologues occidentaux. Ces derniers attendaient de voir les réactions du groupe quant à l'exécution du mandat d'arrêt international concernant leur allié, le président russe Vladimir Poutine. Celui ci a finalement participé par visioconférence et ses alliés, ont encore,

12 World Population Prospects, Nations Unies 2024.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

durant ce sommet, témoigné leur soutien à un ami « précieux et cher » selon les termes du président sud-africain. Lors de ce sommet à Pretoria, l'Inde à travers son premier ministre Narendra Modi et le président chinois ont refusé une fois de plus de condamner Moscou pour l'invasion de l'Ukraine. Le Brésil de Lula a refusé tout envoi d'armes à l'Ukraine où d'imposition de sanctions contre la Russie.

Comme l'Afrique du Sud, le Nigeria se met en pôle position dans le concert des nations. Étant déjà membre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et par conséquent l'une des plus grandes puissances économiques d'Afrique, le Nigeria est aussi une puissance démographique incontestable (sixième au monde) avec ses 250 millions d'habitants. La conjugaison de tous ces facteurs fait que le géant africain intéresse aussi les BRICS qui sont toujours dans l'optique d'étendre leur influence économique et politique en Afrique.

Ainsi, le 18 janvier 2025, le ministre brésilien des affaires étrangères a annoncé l'intégration du Nigeria en tant que pays partenaire des BRICS. Selon le communiqué dudit ministère «le Nigeria a des intérêts convergentes avec les autres membres du groupe ». L'engagement à ne pas imposer de sanctions à la Russie est un critère inhérent à l'adhésion dans le groupe.

Le géant démographique africain quant à lui espère travailler sur des problématiques communes avec les autres pays du groupe tels que la sécurité énergétique, la construction d'infrastructures, les technologies et les défis climatiques.

Évoquer ces puissances dynamiques telles que l'Afrique du Sud et le Nigeria pousse à réfléchir sur le cas du Sénégal. En effet le Sénégal a toujours été une puissance symbolique du fait de sa stabilité politique et sécuritaire et c'est avec cet avantage comparatif que les sommets avec les pays occidentaux mais également asiatiques comme la Chine se tenaient à Dakar.

Lors du sommet sino – africain qui s'était tenu à Dakar en novembre 2021, la question sécuritaire était déjà au cœur des discussions. Le ministre sénégalais des affaires étrangères d'alors avait demandé un soutien plus consistant de la Chine dans la lutte contre l'insécurité au Sahel. Avant cela la délégation sénégalaise avait obtenu du gouvernement chinois le financement d'infrastructures routières tels que le projet d'autoroute Mbour-Kaolack.

Mars 2024, une nouvelle alternance au Sénégal. Une autre politique est envisagée, le nouveau président sénégalais avait fait le déplacement pour le sommet sino- africain en septembre 2024. Et au regard de la déclaration conjointe signée par les deux pays, la Chine ne s'est pas engagée à financer de nouveaux projets au Sénégal. Elle assure toute de même selon la même déclaration que les deux pays **« continueront à collaborer étroitement pour mener à bien les projets en cours, tels que l'édification d'agropoles, le développement des zones et parcs industriels, et la construction d'infrastructures y compris des routes, et assurer ensemble la sécurité des projets de coopération et des personnels, et exploreront activement la coopération dans les domaines émergents, notamment la chaîne industrielle verte, l'infrastructure numérique et l'économie bleue, en vue de créer de meilleures conditions pour la coopération dans la modernisation de**

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

l'agriculture et de l'industrie. La Chine accompagnera le Sénégal dans sa volonté de souveraineté sanitaire à travers la mise en place d'industries pharmaceutiques locales et de vaccinopôles ».[13]

Dans un autre sens, les nouvelles autorités sénégalaises prévoient la fin de leur coopération militaire avec la France. L'annonce a été faite lors de la traditionnelle adresse à la nation le 31 décembre 2024.

Annonce qui n'a pas manqué de susciter des réactions aussi bien au Sénégal surtout par les travailleurs sénégalais qui seront impactes par cette mesure mais aussi en France car selon Jean Marie Bockel, envoyé personnel du président français, cette annonce précipitée n'était pas convenue avec le Sénégal. Dans un entretien accorde à Jeune Afrique il dit **« si certains pays souhaitaient nous voir partir, il suffisait de le dire pour que ce départ puisse s'organiser dans de bonnes conditions. Sauf qu'il y a un an, au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire ou au Tchad, le message consistait plutôt à nous demander de ne pas partir. Aucun de ces pays ne nous a dit souhaiter le départ des soldats français et la fermeture, du jour au lendemain, de nos bases »**.[14] Tout cela marque une nouvelle reconfiguration dans les relations entre Etats.

Au regard de tous ces éléments, les enjeux de la rivalité des puissances en Afrique reconfigurent la nouvelle donne mondiale. Que ce soit la Chine ou la Russie prises individuellement ou collectivement dans les BRICS, les États Unis ou encore la France, chacun cherche à élargir son influence.

Sous l'influence russe, certains pays du Sahel notamment le Niger, le Burkina Faso et le Mali, tous secoués par des coups d'Etats et aucun rétablissement du calendrier républicain en vu, ont acté leur départ de l'instance régionale, la CEDEAO. La Russie comme la Chine réussissent ainsi à étendre leurs tentacules en Afrique aidées en cela par la nouvelle politique isolationniste des USA, cette nouvelle politique américaine ne considère pas l'Afrique comme une zone d'influence à haut potentiel car représentant que 3 % du commerce mondial. De ce fait, les USA mettent un terme à la Doctrine Truman où les USA se sont donnés le rôle de chef de file du « monde libre ».

En définitive, l'Afrique demeure convoitée les puissances étrangères, que ce soit pour ses ressources, sa position géostratégique ou son potentiel démographique et économique. À l'époque coloniale, les empires européens se disputaient le continent pour en exploiter les richesses et asseoir leur domination. Aujourd'hui, cette compétition a pris de nouvelles formes, où les anciennes puissances coloniales (France) cohabitent avec de nouveaux acteurs comme la Chine, les États-Unis, la Russie. Ces rivalités ont des conséquences profondes sur le développement, la souveraineté et la stabilité des États africains. De ce fait les tentatives d'hégémonie s'y succèdent et rares sont les pays africains qui arrivent à batir un empire économique solide à travers les coopérations avec les puissances étrangères.

13 Déclaration conjointe du Pr Bassirou Diomaye Faye et son homologue chinois le 4 septembre 2024.

14 Interview de Jean Marie Bockel, envoyé du président français, 13 janvier 2025, Jeune Afrique.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

Dans les années 1990, une personne sur cinq sur cinq en situation de pauvreté était africain, en 2030, ce sera une personne sur sept[15].

L'un des enjeux majeurs est la maîtrise des ressources naturelles. Le continent regorge de matières premières essentielles (pétrole, gaz, minerais rares, terres agricoles) qui attisent les convoitises. La Chine, par exemple, a investi massivement dans les infrastructures en Afrique en échange d'un accès privilégié à ces ressources. Les États-Unis, soucieux de contrer cette influence, ont renforcé leur présence militaire et diplomatique. De son côté, la Russie joue sur des alliances stratégiques et sécuritaires, notamment à travers le déploiement de mercenaires dans certaines zones en conflit, comme au Sahel ou en Centrafrique.

Un autre enjeu crucial est celui du développement économique et des investissements. Si la présence accrue des puissances étrangères apporte des financements et des infrastructures, elle pose aussi la question de la dépendance économique et de la souveraineté des États africains. Les prêts massifs accordés par la Chine à plusieurs pays ont suscité des inquiétudes quant à un possible "piège de la dette". De plus, les accords commerciaux et les investissements étrangers ne bénéficient pas toujours aux populations locales, ce qui alimente parfois des tensions sociales et politiques.

Sur le plan géopolitique, la rivalité entre puissances contribue à la recomposition des alliances. L'Afrique est devenue un terrain de jeu diplomatique où chaque puissance tente de renforcer son influence en soutenant des régimes politiques ou en intervenant dans des conflits locaux. La France, par exemple, a longtemps maintenu une forte influence en Afrique mais elle fait face aujourd'hui à une remise en question de sa présence, et a dû retirer ses troupes au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad. Le Sénégal et la cote d'Ivoire dans la même logique de souveraineté affirmée ont demandés le départ des troupes françaises. Cette remise en cause profite à d'autres acteurs, comme la Russie, qui y trouve une opportunité pour étendre son influence.

Aujourd'hui, le défi majeur qui vaille pour éviter la catastrophe pour le continent africain dont le poids démographique ne cesse d'augmenter est la bataille collective pour la croissance et le développement. Comment les États africains peuvent-ils renforcer leur coopération et leur intégration régionale pour peser davantage sur la scène internationale? Cela doit se passer par des partenariats équilibrées sur les volets économique, politique et sécuritaire. Le renforcement des institutions africaines, comme l'Union africaine pour une coopération sécuritaire étroite permettrait de résoudre et de prévenir les conflits. A cela s'ajoute la nécessité de coopération d'une coopération économique entre les banques de développement pour le financement d'infrastructures telles que celles énergétiques et les transports, et toutes les infrastructures capables de produire de la croissance et les nouvelles puissances régionales (Nigéria, Afrique du Sud) seront des éléments clés pour rééquilibrer ces rapports de force et éviter que le continent ne soit uniquement un espace de compétition entre puissances extérieures. Et enfin il faut renforcer la coopération sur

15 *Dominique de Villepin*, le Pouvoir de dire non, Flammarion, 2025, P. 92.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC

l'éducation des moins jeunes et des jeunes qui après tout reste une priorité absolue pour créer des conditions de stabilité politique, économique et démographique sur le long terme.

https://doi.org/10.5771/2363-6262-2025-2-215 https://www.inlibra.com/de/page/agb - Open Access - (cc) BY-NC